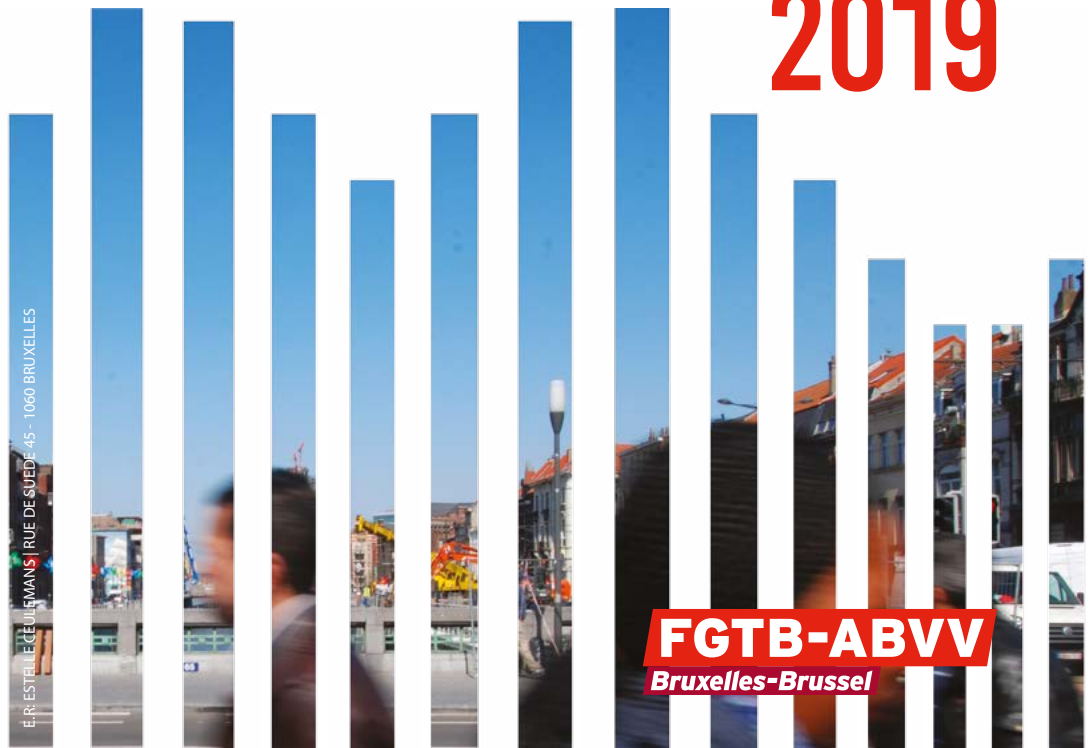


POUR UN TRAVAIL JUSTE

PAS
JUSTE UN
TRAVAIL

MEMORANDUM
2019



E. R. ESTELLE CEULIEMANS | RUE DE SUEDE 45 - 1060 BRUXELLES

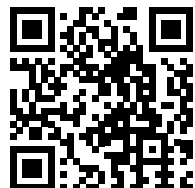
FGTB-ABVV
Bruxelles-Brussel

La FGTB Bruxelles tient à valoriser la diversité de la population bruxelloise. Elle représente et défend tous les travailleurs et toutes les travailleuses avec ou sans emploi.

Toutes les considérations émises dans ce texte concernent tant les femmes que les hommes et visent une amélioration collective des conditions de vie et de travail, au bénéfice du plus grand nombre.

Pour retrouver l'ensemble des éléments de notre campagne, rendez-vous sur le site :

www.fgtbbruxelles2019.be



ET SI... ?



Et si, à salaire égal, on travaillait moins pour en faire plus pour les autres ? Et si une Bruxelloise avait accès aux mêmes jobs et au même salaire qu'un... Bruxellois ? Et si les jeunes avaient la garantie de trouver un emploi qui leur donne de vraies perspectives d'avenir ? Et si la mobilité devenait une source de développement économique ?

Pour les élections de 2019, la FGTB Bruxelles a décidé d'éditer un mémorandum destiné à nos affiliés et aux Bruxellois. Il reprend en quelques pages l'essentiel des revendications et valeurs portées par notre organisation pour la prochaine législature régionale 2019/2024. Ce mémorandum servira également de référence pour évaluer les programmes des différents partis.

Les résultats des élections communales d'octobre 2018 sont plus qu'encourageants. Ils nous confirment qu'une majorité de bruxellois rejette les politiques de droite du gouvernement fédéral et opte très clairement en faveur d'un modèle de société plus juste et durable.

Tous les sujets abordés dans ce document sont issus des résolutions adoptées en mai 2018 lors de notre Congrès statutaire et s'inscrivent dans le cadre d'une campagne globale en vue des élections régionales de mai 2019.

Notre démarche est simple : replacer les travailleuses et travailleurs (avec ou sans emploi) au centre des préoccupations politiques. C'est l'essence même de notre organisation : un plaidoyer progressiste qui sera martelé avec force tout au long de la campagne des régionales. Avec, en point d'orgue, le 1er mai 2019 sur la place Rouppe, qui mettra en avant la vigueur de notre engagement pour un

modèle de société juste, égalitaire et durable ainsi que la nécessité d'unir tous les travailleurs, avec ou sans emploi, dans notre lutte.

D'ici les élections régionales de mai, la FGTB Bruxelles mènera une campagne qui s'articulera autour de nos trois priorités pour la prochaine législature :

- La qualité de l'emploi car chacun doit pouvoir s'épanouir via le travail ;
- La diversité et le modèle bruxellois du « vivre ensemble », qui constitue une ligne de force pour notre Région ;
- Le droit à la ville car chacun doit bénéficier d'une véritable qualité de vie en termes de logement, de mobilité ou de santé.

Dans les semaines à venir, ces différents thèmes seront également présentés de manière concrète à travers des baromètres de la qualité de l'emploi, du vivre ensemble et de la qualité de vie à Bruxelles.

Le mois de mai est proche et beaucoup reste encore à faire !

Les élections du 26 mai 2019 seront cruciales. Il en va de l'avenir de tous les Bruxellois et les Bruxelloises, ceux qui y vivent et ceux qui y travaillent. Et, même au-delà, d'un modèle fédéral fort et solidaire.

Plus que jamais, nous nous engageons ensemble pour un combat en faveur d'une politique pour Bruxelles qui soit à l'image de notre Ville Région : accueillante, forte et à visage humain.

Estelle CEULEMANS

Secrétaire générale de la FGTB Bruxelles

1 | QUI SOMMES-NOUS ?

La FGTB Bruxelles défend les intérêts de près de 190.000 travailleurs en Région bruxelloise. Chaque jour, délégués syndicaux, militants et travailleurs de la FGTB Bruxelles s'efforcent de rendre la société plus juste sur les plans politique, économique et social.

En plus de constituer une force de négociation et un véritable contre-pouvoir politique, capable d'influer durablement sur les politiques mises en œuvre en Région de

Bruxelles-Capitale, la FGTB Bruxelles porte un véritable projet de société. Celui-ci est basé sur la réalité quotidienne des travailleurs bruxellois et élaboré avec ses militants de terrain, allant des questions économiques, en passant par la santé publique, la mobilité, la sécurité sociale, la lutte contre les idéologies liberticides et réactionnaires et la discrimination au travail, etc.

Notre devise : « Ensemble, on est plus forts ».



2 | ET SI... ON S'ENGAGEAIT POUR QUE BRUXELLES CONTINUE A « BRUXELLER » ?

A l'aube de l'élection régionale bruxelloise du 26 mai 2019, deux risques politiques majeurs guettent notre Région :

1. la mise à mal de la concertation sociale à Bruxelles. Ce sont, non seulement, nos projets de société, mais également notre modèle de démocratie sociale et économique qui seraient menacés, avec des conséquences néfastes pour les habitants et les travailleurs de notre Région.
2. le blocage des institutions bruxelloises. Ici, c'est le modèle bruxellois dans son ensemble et la gestion de notre Ville Région qui seraient menacés.

Explications.

Renforcer notre démocratie sociale et économique

Depuis 2002 et le Pacte social pour l'emploi, la qualité du dialogue social bruxellois s'est progressivement renforcée. A chaque début de législature, les interlocuteurs sociaux et le Gouvernement bruxellois ont, en effet, pu conclure des accords sociaux visant à associer les interlocuteurs sociaux aux politiques de développement économique et social de notre Région.

Au cours de cette dernière législature, le nouvel accord social (la Stratégie 2025) a intro-

duit un mécanisme unique et novateur de concertation : **les priorités partagées**. Via ce mécanisme mis en place en Région de Bruxelles-Capitale, les interlocuteurs sociaux¹ ont la possibilité d'intervenir dans la rédaction des avant-projets d'ordonnance, avec pour but de dégager un consensus.

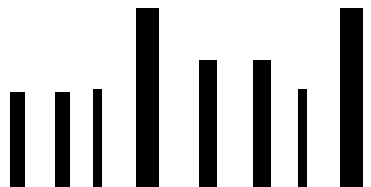
Cette nouvelle dynamique de concertation sociale a permis des avancées sur de nombreux dossiers, comme la mise en place de la garantie jeunes, l'encadrement des marchés publics afin de lutter contre le dumping social ou encore le renforcement de l'offre de formation professionnelle en région Bruxelloise.

La FGTB Bruxelles reconnaît l'utilité de la dynamique mise en place en Région de Bruxelles-Capitale, qui permet, grâce à une réelle prise en compte de l'avis des interlocuteurs sociaux, l'émergence d'un dialogue social engagé au profit du développement économique et social de la Région.

Autre engagement positif, le choix opéré par l'actuel Gouvernement bruxellois de conforter le rôle des interlocuteurs sociaux et de maintenir le principe de la gestion paritaire² dans le cadre des matières transférées lors de la 6ème Réforme de l'Etat (aides à l'emploi, titres-services, matières de santé et d'aide aux personnes, allocations familiales...).

1. D'une part, les organisations représentatives des employeurs, des classes moyennes et du secteur non-marchand et d'autre part, les organisations représentatives des travailleurs.

2. Le principe de la gestion paritaire est au cœur de notre démocratie économique et sociale. Il confie aux interlocuteurs sociaux la gestion de l'ensemble des matières de la Sécurité sociale (allocations familiales, soins de santé, maladie invalidité...).



Au lendemain des élections, la FGTB Bruxelles sera plus qu'attentive à préserver et à renforcer le dialogue social bruxellois. Pour ce faire, elle se mobilisera pour le maintien des principes de la gestion paritaire et invitera les exécutifs régionaux et communautaires bruxellois à engager sans tarder des négociations en vue de conclure un nouvel accord social garant d'une croissance urbaine juste et durable de notre Ville Région.

Les engagements qui seront pris à ce niveau par une future coalition seront cruciaux. La garantie du maintien d'un dialogue social régional réel et de qualité n'est jamais acquise. Les élections régionales 2019 seront donc déterminantes pour la poursuite de cette dynamique .

Empêcher le blocage des institutions bruxelloises

Neuf sièges au Parlement bruxellois « suffiraient » aux nationalistes flamands pour être en capacité de bloquer le gouvernement régional chaque fois qu'ils le désireraient puisqu'ils formeraient alors une majorité absolue au sein du collège néerlandophone.³

Le décor est planté.

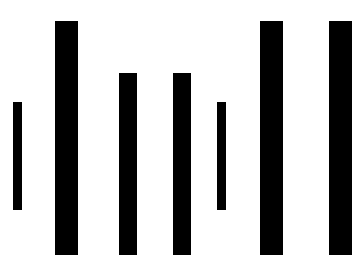
Les élections régionales sont organisées tous les 5 ans, le même jour que les élections européennes, sans possibilité d'y déroger et d'organiser des élections anticipées, comme c'est par contre le cas au niveau fédéral. Le Gouvernement bruxellois ne peut être démis entre deux élections régionales sans la formation d'une majorité alternative. La loi spéciale de 1989 prévoit un dispositif « anti-blocage » qui a pour but d'éviter le vide du pouvoir.

Le risque existe que les partis nationalistes flamands c'est-à-dire la N-VA et le Vlaams Belang emportent ensemble la majorité des sièges néerlandophones au Parlement bruxellois. Cette situation rendrait alors la N-VA incontournable pour conclure un nouvel accord de majorité et former un gouvernement régional à la double majorité c'est-à-dire au Parlement et dans chaque groupe linguistique pris séparément, francophone et néerlandophone. Cette situation aurait pour conséquence de rendre la formation d'un gouvernement longue, laborieuse... voire impossible.

La Loi spéciale de 1989 prévoit un dispositif anti-blocage. Malgré l'absence d'accord politique général, ce mécanisme pourrait conduire à la formation d'un gouvernement mais avec d'importantes discordances internes entre Ministres francophones et néerlandophones. Faute de collégialité en son sein, ce gouvernement serait privé de son pouvoir d'initiative. Il se retrouverait de facto en affaires courantes... pour 5 ans !!! Le Collège réuni de la Commission communautaire commune serait en outre paralysé, étant donné que tout acte ministériel nécessite la double signature, d'un ministre francophone et d'un ministre néerlandophone.

Ce n'est donc pas un hasard si les partis nationalistes flamands se sont soudain découverts un intérêt pour Bruxelles et ses habitants. On constate en effet que la N-VA compte lancer une « OPA » sur Bruxelles via sa campagne « Brussel is ook van ons ». Un tel blocage des institutions bruxelloises pourrait alors lui servir de levier pour exiger une 7ème réforme de l'Etat et aboutir à une destruction pure et simple du modèle bruxellois.

3. LE SOIR – Mardi 11/09/2018 – page 1



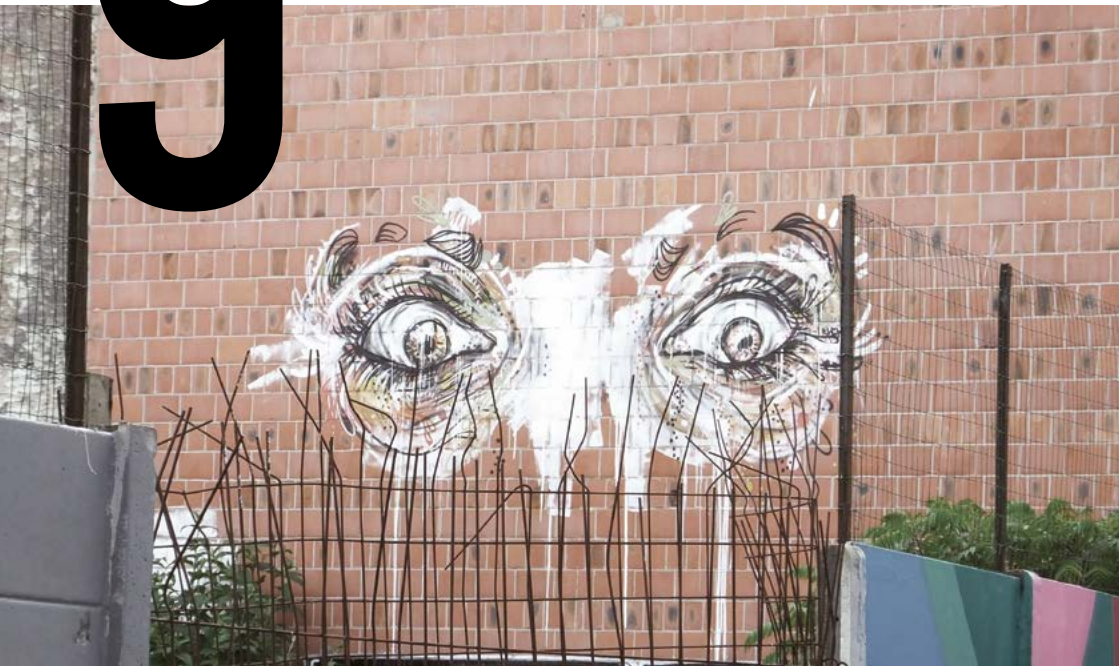
A la lecture des résultats des récentes élections communales à Bruxelles, on pourrait penser que ce risque est aujourd'hui écarté. Malgré la campagne agressive menée dans 13 communes bruxelloises, la N-Va n'a pas réussi son pari de s'implanter localement à Bruxelles. La vigilance reste cependant de mise. Lors des

élections régionales et fédérales de mai 2019, le parti nationaliste devra moins jouer la carte de l'ancrage local. Les thèmes abordés pendant la campagne seront également plus propices aux thèses populistes portées par ce parti sur les questions de migration, d'identité ou de sécurité.

Pour les élections de mai 2019, la FGTB Bruxelles invite les partis progressistes à prendre l'engagement de préserver et de renforcer la démocratie économique et sociale et ce, dans tous les domaines du développement régional : l'emploi, l'économie, la formation, le logement, la mobilité, l'environnement, l'aménagement du territoire, la santé, l'aide sociale ou encore l'éducation...

Par ailleurs, il importe de dénoncer avec force les dangers pesant sur notre modèle social et le développement futur de notre Région. Il s'agit également de convaincre les électeurs bruxellois de rejeter les partis de droite qui n'ont d'autre but que de détruire celui-ci.

9 NEUF SIÈGES AU PARLEMENT BRUXELLOIS « SUFFIRAIENT » AUX NATIONALISTES FLAMANDS POUR ÊTRE EN CAPACITÉ DE BLOQUER LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL CHAQUE FOIS QU'ILS LE DÉSIRERAIENT PUISQU'ILS FORMERAIENT ALORS UNE MAJORITÉ ABSOLUE AU SEIN DU COLLÈGE NÉERLANDOPHONE.



3 | ET SI... ON CONSTRUISAIT ENSEMBLE UNE REGION OÙ L'ON S'ÉPANOUIT AU TRAVAIL ?

Depuis plusieurs années, les chiffres du chômage sont en baisse constante à Bruxelles. Le taux d'emploi des Bruxellois augmente, surtout chez les femmes. Enfin, la part des emplois occupés à Bruxelles pour ses habitants augmente. Plus d'un travailleurs bruxellois sur deux habitent désormais la Région.

Nous nous réjouissons de ces grandes tendances. Toutefois, les facteurs explicatifs sont très variés et tout n'est pas aussi rose qu'il y paraît... Mais cette évolution favorable confirme que la voie suivie depuis les années 2000 et en faveur d'un modèle de développement urbain fondé sur le dialogue économique et social est la bonne. Et qu'il s'agit d'un fameux outil de progrès social.

Les défis de l'emploi et de sa qualité travail restent toutefois gigantesques... Notre Ville Région est tout sauf une île. Bruxelles n'a pas la maîtrise de tous les leviers de son développement : les politiques menées au niveau du Gouvernement fédéral ont des effets désastreux sur les conditions de travail à court et long terme. En outre, l'économie urbaine est très ouverte sur l'extérieur et subit de profondes mutations internes (PMisation, digitalisation et ubérisation de l'économie, dumping social, ...).

Via une veille attentive du marché du travail bruxellois, la FGTB Bruxelles constate que derrière ces chiffres, la dégradation des conditions de travail se poursuit inexorablement : croissance de l'emploi à temps partiel, augmentation de l'emploi temporaire, développement des formes atypiques de travail, propagation de « faux indépendant »... contraints par de nouvelles méthodes managériales, dont celles issues de la digitalisation. Ces différents phénomènes contribuent à une précarisation de l'emploi – et des travailleurs – bruxellois, accélérée par les politiques d'activation mises en place dans le cadre de l'Etat social actif (dégressivité, limitation dans le temps des allocations de chômage, sanctions et exclusions). Rappelons enfin que cette précarisation de l'emploi et les conséquences des politiques d'activation affectent tout particulièrement les femmes.

En parallèle de l'augmentation de ces formes d'emploi atypiques, les emplois à temps plein, considérés par la FGTB comme la seule forme d'emploi véritablement garante d'une sécurité d'existence, n'augmentent plus réellement.

Pour la FGTB Bruxelles, il est impératif que la lutte contre le chômage aille de pair avec une lutte contre la précarité croissante du travail, la pénibilité et le dumping social.



POUR LA FGTB BRUXELLES, IL EST IMPÉRATIF QUE LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE AILLE DE PAIR AVEC UNE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ CROISSANTE DU TRAVAIL, LA PÉNIBILITÉ ET LE DUMPING SOCIAL

REVENDEICATIONS

Pour faire face à cette dégradation préoccupante des conditions de travail à Bruxelles, il est impératif de **restaurer l'Etat de droit**. Le droit du travail, s'il était appliqué, devrait déjà nous préserver de nombreuses dérives et limiter le dumping social. Pour cela, il faut cependant que les pouvoirs publics aient la volonté de le faire appliquer et consacrent les moyens nécessaires à l'inspection sociale et aux tribunaux du travail. La Région a sa part de responsabilité, au regard des compétences dont elle dispose en matière de placement, de travail intérimaire, de main d'œuvre étrangère, d'aides aux entreprises, d'emplois de proximité, d'économie sociale, de non-discrimination, d'encadrement et de régulation des nouvelles activités liées à l'ubérisation de l'économie...

La FGTB Bruxelles demande la mise en place d'un **encadrement paritaire des différents dispositifs de mise à l'emploi** développés par le Gouvernement régional bruxellois (stage, Activa, article 60...). Il serait chargé de veiller au développement d'emplois de qualité à Bruxelles.

La FGTB Bruxelles recommande également la mise en place de **cellules de reconversion « Emploi-Formation »** à Bruxelles. Celles-ci doivent permettre aux travailleurs victimes d'une fer-

meture ou d'un licenciement collectif de se reconvertir, avec la participation active des organisations syndicales sectorielles et dans une approche collective de la gestion des restructurations d'entreprise.

La FGTB Bruxelles appuie la revendication d'une **réduction collective du temps de travail** avec maintien du salaire et embauches compensatoires. Les fruits de la croissance économique et les gains de productivité doivent impérativement faire l'objet d'une redistribution en faveur des travailleurs, trop souvent délaissés par les politiques gouvernementales. Cette revendication, au cœur du combat syndical, est en mesure d'apporter une réponse d'envergure aux problèmes rencontrés actuellement sur le marché du travail. La Région constitue un véritable laboratoire dans les secteurs d'activités qui relèvent de sa compétence.

Enfin, et avant toute chose, il est nécessaire de lever le voile sur la face cachée des politiques de l'emploi et de mettre en place **un monitoring permanent de la qualité du travail**, au sein de l'Observatoire de l'emploi et de la formation. Si de prime abord, les chiffres de baisse du chômage et d'augmentation du taux d'emploi offre une vision positive, il faut également regarder du côté des indicateurs qualitatifs et particulièrement ceux qui concernent le genre et la diversité.

Une condition de réussite d'un développement juste et durable de la Région sera également de mettre en œuvre des politiques permettant d'assurer le maintien et l'accueil de nouvelles entreprises sur son territoire. Les entreprises situées en milieu urbain sont en effet confrontées à des contraintes spécifiques auxquelles les pouvoirs publics se doivent d'apporter des solutions. Citons par exemple, les problèmes de congestion et de mobilité qui impactent négativement les travailleurs et les entreprises, les

procédures complexes et parfois longues relatives à l'obtention de permis d'environnement et d'urbanisme. Rappelons que la FGTB Bruxelles continue à soutenir le développement d'une industrie urbaine et demande la mise en œuvre d'un véritable plan industriel bruxellois. Une attention particulière doit être accordée aux problèmes spécifiques que les industries rencontrent comme le manque de terrains industriels disponibles et les problèmes liés au transport des marchandises.

4 | ET SI... LES JEUNES BRUXELLOIS AVAIENT LA GARANTIE DE TROUVER UN EMPLOI QUI LEUR DONNE DE VRAIES PERSPECTIVES D'AVENIR ?

Depuis 2013, avec l'amélioration de la conjoncture économique, le chômage des jeunes n'a cessé de baisser à Bruxelles. D'après les chiffres communiqués par Actiris, il est ainsi passé de 31,3% en 2014 à 24,7% en 2018¹. Cette évolution très positive risque toutefois de masquer une autre réalité, bien moins reluisante : la précarisation croissante de la situation des jeunes sur le marché de l'emploi.

Le Gouvernement Michel a encore renforcé les politiques d'activation et de contrôle des demandeurs d'emploi ainsi que le durcissement de l'accès aux allocations d'insertion. Tout cela venant s'ajouter à une autre mesure de régression sociale qui est la limitation dans le temps de ces mêmes allocations. En conséquence de cette politique, de très nombreux jeunes n'ont pas eu d'autre choix que d'accepter des conditions d'emploi de plus en plus précaires, alternant bien trop souvent périodes de chô-

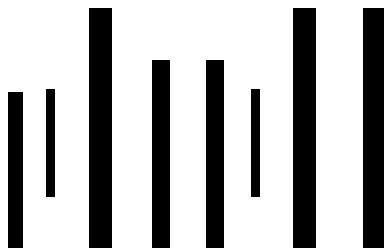
mage et contrats précaires. Entre 2013 et 2017, la proportion de jeunes salariés occupant un emploi à durée déterminée est ainsi passée de 37% à 56,5%. Par ailleurs, la proportion de jeunes évoluant hors système (les dits « NEETS », acronyme anglais qualifiant les jeunes qui ne sont ni au travail, ni aux études, ni en formation) est de 19,8% à Bruxelles... Soit un jeune bruxellois sur 5 qui « sort des radars » !²

Face à cette situation, outre ses revendications générales visant à améliorer la qualité de l'emploi, la FGTB Bruxelles continuera à exiger avec force la fin des mesures d'activation et de sanction ciblant les travailleurs sans emploi, en ce compris celles affectant spécifiquement les jeunes. Cela passera notamment par la révision de l'accord de coopération relatif à l'accompagnement et au suivi actif des chômeurs ainsi que par la réorientation des moyens, aujourd'hui affectés au contrôle, vers

8

1. <https://press.actiris.be/le-chomage-des-jeunes-continue-de-baisser-a-bruxelles--moins-93-en-un-an#>

2. Le taux de chômage harmonisé des jeunes de moins de 25 ans est d'ailleurs proche des 35% en 2018 (selon la définition du BIT qui prend aussi en compte les jeunes qui ne sont pas inscrits comme demandeurs d'emploi chez Actiris) - source: « Evolution du marché de l'emploi bruxellois », Observatoire bruxellois de l'emploi, rapport mensuel, août 2018.



des initiatives porteuses de sens, tant au plan individuel que collectif (dispositif éducatifs et de formation, d'aide à la recherche d'emploi, de créations d'emploi, etc.).

Depuis 2013, les pouvoirs publics bruxellois se sont engagés, à travers la Garantie jeunes, à garantir que tous les jeunes Bruxellois toujours en stage d'insertion après 6 mois soit obtiennent un emploi, soit suivent une formation, soit participent à des mesures d'activation professionnelle (stage, volontariat, essai métier...). La FGTB Bruxelles a soutenu le principe de la Garantie jeunes dans la mesure où elle renforce la responsabilité collective des pouvoirs publics dans la résorption du chômage des jeunes.

REVENDEICATIONS

Face à la précarité croissante des jeunes sur le marché de l'emploi (56,5% des jeunes Bruxellois dans un emploi à durée déterminée en 2017), la FGTB de Bruxelles demande **le renforcement de la Garantie jeunes**. Elle doit constituer une vraie Garantie et permettre aux jeunes bruxellois de décrocher un emploi s'inscrivant à minima dans le cadre d'un contrat de travail temps plein de minimum 1 an, tout en donnant accès à des formations.

La FGTB continuera à s'opposer fermement à la mesure décidée par le gouvernement fédéral visant à imposer un service « d'intérêt général » aux demandeurs d'emploi.

56,5%

DES SALARIÉS BRUXELLOIS ENTRE
15 ET 24 ANS SONT OCCUPÉS PAR DES
CONTRATSTEMPORAIRES, PARCE QUE
« C'EST MIEUX QUE RIEN »



5 | ET SI,.. LA DIVERSITE DEVENAIT LA VÉRITABLE FORCE DE NOTRE RÉGION ?

Bruxelles est une Ville Région cosmopolite et multiculturelle, ouverte par essence sur le monde. Pour la FGTB Bruxelles, ce brassage d'origines et de nationalités sur un territoire de 160 km² représente à la fois une plus-value indiscutable mais également un défi en matière d'intégration, de compréhension mutuelle et de participation de tous et toutes à la vie en société.

Depuis sa création, la FGTB Bruxelles s'inscrit pleinement dans la lutte contre les idéologies liberticides (racisme, sexisme, homophobie) et la discrimination sous toutes ses formes. Elle mène des actions de sensibilisation et de formation des travailleurs, elle participe activement à la politique de promotion de la diversité et de lutte contre la discrimination dans les entreprises et services publics bruxellois. Néanmoins, la FGTB Bruxelles tire un bilan mitigé des plans diversité, mis en œuvre début 2007 à Bruxelles, notamment en termes de bénéfices réels pour les travailleurs et travailleuses concernés.

Pour la FGTB, la question de la discrimination est cruciale : le système néolibéral actuel repose sur la mise en concurrence des travailleurs pour les emplois disponibles. Cette pression à la baisse mise sur les conditions de travail et la sécurité d'existence implique que chacun, chacune, est susceptible de se trouver, un jour, discriminé et « disqualifié » sur le marché du travail. Ceux qui se trouvent encore épargnés hésitent souvent à revendiquer des conditions de travail plus favorables, craignant de se retrouver dans la catégorie des exclus. Cette insécurité, cette mise en concurrence, désunit les travailleurs, et porte préjudice au combat syndical pour l'obtention et la défense des droits collectifs du travail. Notons enfin que la segmentation du marché du travail selon le genre perdure. Elle s'ancre partiellement dans des stéréotypes de genre mais elle est aussi souvent liée à la non-adaptation des conditions de travail ou tout simplement à des pratiques de pure discrimination incluant le harcèlement



sexuel. Ces phénomènes de ségrégation limitent l'accès à un travail digne et de qualité ainsi que les possibilités de promotion sociale des femmes.

Dans le même ordre d'idées, il est impératif que la problématique des sans-papiers fasse l'objet d'une prise en charge, humaine et respectueuse des droits fondamentaux. Profitant de la précarité administrative et sociale dans laquelle ces personnes se trouvent, c'est toute une économie parallèle qui se développe à la marge des droits sociaux acquis de haute lutte. Ce véritable dumping social fait pression sur les conditions de travail et le salaire de l'ensemble des travailleurs.

REVENDEICATIONS

La FGTB Bruxelles réclame des efforts supplémentaires en matière de lutte contre la discrimination sous toutes ses formes en Région bruxelloise notamment via **la mise en œuvre des tests de situation**, qu'il y a lieu de systématiser. Les employeurs coupables de discrimination doivent être sanctionnés et contraints de conclure des plans diversité.

La réalisation de monitorings socio-économiques régionaux et sectoriels devrait permettre d'analyser les discriminations en œuvre sur le marché du travail bruxellois et leur évolution secteur par secteur, afin des mener des actions correctrices.

Le racisme divise les travailleurs et détourne l'attention des véritables questions sociales et d'inégalités, en donnant des réponses et des explications identitaires ou soi-disant « culturelles » simplistes. La FGTB Bruxelles réclame **un véritable plan de lutte contre le racisme** en Région bruxelloise, impliquant la participation de tous les acteurs concernés.

Enfin, la Région gagnerait à développer **une politique de migration économique ouverte** aux travailleurs immigrés, présents sur son territoire, avec et sans papiers, notamment via la réforme du permis B. Les dispositifs d'accueil et d'intégration socioprofessionnels des personnes étrangères doivent être renforcés en y associant les organisations syndicales.

184

**NATIONALITÉS.
BRUXELLES EST UNE VILLE RÉGION
COSMOPOLITE ET MULTICULTURELLE
PAR ESSENCE**



6 | ET SI... ON INVENTAIT UNE VILLE OU IL FAIT BON VIVRE ?

A l'échelle nationale, la région Bruxelloise constitue un véritable poumon économique, occupant à elle seule près de 700 000 travailleurs. Pourtant les fruits de cette vitalité économique ne sont pas correctement redistribués : près de 30.9% de la population bruxelloise vit sous le seuil de pauvreté. Pour la FGTB Bruxelles, les pouvoirs publics doivent être capables d'assurer à tout un chacun une redistribution équitable de la richesse collective régionale : il convient de privilégier la qualité de la croissance et sa juste répartition, et non de viser la croissance pour la croissance. Ce changement de vision, impératif pour notre région, passe par la construction d'un modèle de développement juste et durable, avec un triple objectif : offrir des bonnes conditions de travail, réinvestir dans le développement des services publics et soutenir une économie respectueuse de l'environnement.

ET SI... LA MOBILITÉ DEVENAIT UNE SOLUTION ET PLUS UNE CONTRAINTE ?

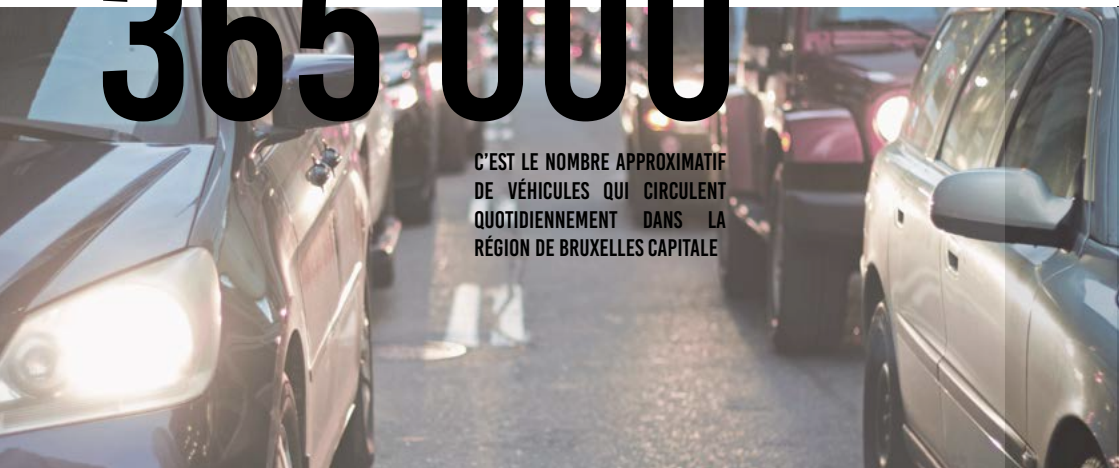
La mobilité constitue actuellement l'un des défis majeurs auquel doit faire face la Région Bruxelloise : la pression automobile croissante menace le développement économique, mais a également un impact très négatif sur l'environnement et de facto sur la santé publique.

Pour la FGTB Bruxelles, il est primordial de mettre en œuvre une politique de mobilité durable, concertée et partagée entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux. Mais ce n'est pas tout : il faut également axer les efforts sur la sensibilisation et la mobilisation des travailleurs. A Bruxelles, un outil existe : les plans de déplacement entreprise (Good Move), mais faute de moyens suffisants accordés par les pouvoirs publics, trop peu d'accords ont pu être négociés et conclus au cours de

12

365 000

C'EST LE NOMBRE APPROXIMATIF
DE VÉHICULES QUI CIRCULENT
QUOTIDIENNEMENT DANS LA
RÉGION DE BRUXELLES CAPITALE



la dernière législature. Devant l'urgence climatique, il est grand temps que Bruxelles se dote d'une politique de mobilité ambitieuse.

REVENDECATIONS

La Région doit davantage sensibiliser et responsabiliser les entreprises et leurs travailleurs dans la résolution des problèmes de mobilité. De nombreuses alternatives au « tout à l'auto » existent et sont sous-utilisées. Afin d'accroître l'implication des travailleurs dans l'élaboration des plans de mobilité en entreprise, la FGTB Bruxelles réclame un renforcement des moyens consacrés au conseil, à la formation et à l'encadrement des délégués en entreprise.

ET SI... L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ N'ÉTAIT PLUS UN LUXE ... MAIS UN DROIT ?

En matière de santé, une statistique résume à elle seule la mal-être bruxellois : près d'un quart des ménages bruxellois (22,5 %) déclarent avoir retardé des soins de santé pour raisons financières. Pour la FGTB Bruxelles, cette situation est inacceptable et nécessite la mise en place d'une médecine de bas seuil : des dispositifs qui vont à la rencontre des personnes en grand désarroi, trop souvent non couvertes par la sé-

curité sociale. De manière plus globale, afin de garantir notre modèle de protection sociale et se prémunir contre le développement d'une médecine à deux vitesses, il est essentiel que Bruxelles se dote d'une politique de santé et d'aide aux personnes prenant en compte les différents déterminants de la santé (qualité de l'emploi et du logement, qualité et accessibilité des services et équipements collectifs, environnement, modes de vie, etc.) tout en garantissant un financement solidaire le plus large possible des soins de santé et un contrôle territorial de l'offre, avec une attention particulière pour les conditions d'emploi et de travail des travailleurs de la santé, de plus en plus pré-occupantes.

REVENDECATIONS

Il est primordial de poursuivre les orientations fixées par la Région en matière de santé, que ce soit au travers d'un déploiement coordonné de la première ligne de soin et d'un développement des services et des soins à domicile. Mais ce virage ambulatoire ne peut pas déboucher sur une médecine à deux vitesses. Pour ces raisons, la gestion des politiques de santé doit rester dans le giron public, avec une gestion paritaire, au travers d'IRISCARE, le nouvel organisme public bruxellois en charge de la santé, de l'aide aux personnes et des allocations familiales.

13



22,5%

DES MÉNAGES BRUXELLOIS
DÉCLARENT AVOIR RETARDÉ
DES SOINS DE SANTÉ POUR
RAISONS FINANCIÈRES

ET SI... ON RAPPROCHAIT NOTRE LIEU DE VIE DE NOTRE LIEU DE TRAVAIL ?

A Bruxelles, et malgré les appels répétés de la part de la FGTB (mémoire 2009 et 2014), garantir l'accès à un logement décent reste un défi ! Pour la FGTB, le positionnement international de Bruxelles ne peut plus servir d'excuse aux nombreux problèmes observés depuis trop longtemps dans notre capitale : à titre d'exemple, le parc de logement public est en véritable ébullition avec près de 40 000 ménages inscrits sur les listes d'attente pour un logement social, pour seulement... 36 000 logements existants !

Pour la FGTB Bruxelles, la politique de développement urbain doit consacrer pleinement le « droit à la ville », un concept cher à notre syndicat : chaque personne qui le souhaite doit être en mesure de vivre dans un logement de qualité (tant au niveau salubrité que du point de vue énergétique) là où il travaille, et ce, tout en bénéficiant, à proximité de chez lui, d'espaces publics correctement aménagés et d'équipement collectifs (crèche, écoles, transports en commun, etc.) de qualité. Cet impératif doit être

mis œuvre par le futur gouvernement bruxellois, qui devra également garder un œil attentif à la mixité sociale et au caractère populaire de certains quartiers historiques de notre capitale, menacés aujourd'hui de gentrification.

REVENDEICATIONS

La FGTB Bruxelles réclame une relance effective de la **construction de nouveaux logements publics à Bruxelles**, pour les ménages à revenu modeste et moyen.

Il importe également de **créer un Fonds de garantie locative universel régional**. Ce Fonds serait alimenté par les garanties locatives de l'ensemble des ménages, les ménages les plus fragilisés participant via des contributions à hauteur de leurs revenus. Ce fonds permettrait à tout un chacun de disposer d'une couverture assurantielle, basée sur le modèle de la sécurité sociale. En outre, la création d'un tel fonds permettrait d'avoir une meilleure connaissance du marché locatif bruxellois (et donc d'adapter les politiques publiques en conséquence). Enfin, l'effet de taille et le rendement du fonds permettrait de dégager des moyens supplémentaires attribués à la politique du logement.

235 000€

C'EST LE PRIX MOYEN
D'UN APPARTEMENT À
BRUXELLES

La FGTB soutient la mise en place de politiques publiques permettant de lutter contre la hausse immodérée des prix sur le marché de l'immobilier. Cette hausse des prix, bien supé-

rieure à l'évolution des salaires, empêche en effet de nombreux travailleurs bruxellois – et plus particulièrement les jeunes – d'accéder à la propriété voire même à la location à Bruxelles.

7 | ET SI... L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DEVENAIT RÉALITÉ ?

Pour la FGTB, l'égalité entre les femmes et les hommes reste un combat quotidien. Ce qui devrait être une évidence reste à réaliser en bien des matières. La Région a enfin mis en place un Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle soumet désormais toutes ses décisions à des tests de genre. Ce sont de très bons outils qui doivent cependant être approfondis et confortés au cours de la prochaine législature.

Le prochain gouvernement doit être déterminé à contrer deux problèmes persistants :

1. L'insuffisance des **structures d'accueil de l'enfance du secteur public et non-marchand**, de qualité et à des prix abordables. Afin de permettre aux femmes et aux hommes de pouvoir travailler à temps plein. Tout en garantissant à leurs travailleurs et travailleuses un statut et des conditions de travail corrects.
2. La situation des **familles monoparentales** qui est très préoccupante tant sur le plan économique que social. Les problèmes notamment d'accès à l'emploi ou à une formation sont peu ou mal pris en compte par les politiques régionales. La stratégie 2025 incluait pourtant un plan d'action resté sans suite jusqu'à ce jour.

15



LE PROCHAIN GOUVERNEMENT DOIT ÊTRE DÉTERMINÉ À CONTRER DEUX PROBLÈMES PERSISTANTS : L'INSUFFISANCE DES STRUCTURES D'ACCUEIL DE L'ENFANCE ET LA SITUATION DES FAMILLES MONOPARENTALES QUI EST TRÈS PRÉOCCUPANTE TANT SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE QUE SOCIAL

**POUR
UN TRAVAIL
JUSTE** PAS
JUSTE UN
TRAVAIL